

ARRÊTÉ DE LA MAIRE

Extrait du registre des arrêtés du Maire

Objet : CREATION D'UNE ZONE DE STATIONNEMENT POUR VEHICULES DEUX ROUES MOTORISES – AU DROIT DU N°5 RUE DU BASSET A ORLY.

LA MAIRE D'ORLY,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4, dans le cadre des pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement du Maire ;

VU le Code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;

VU le Code pénal ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

VU le règlement de voirie communale ;

VU la demande de la Direction des Service Techniques du 27 septembre 2023 ;

CONSIDERANT la nécessité de créer une zone de stationnement pour les véhicules deux roues motorisés, au droit du n°05 rue Basset à Orly, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : A compter du **09 Octobre 2023** au droit du n°05 rue Basset à Orly :

- Une zone de stationnement sera réservée aux véhicules deux roues motorisés.

- Cette zone sera matérialisée à l'aide de marquage au sol et d'un panneau de signalisation.

ARTICLE 2 : Toute infraction au présent arrêté sera considérée comme un stationnement gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, et sera punie à ce titre d'une amende de la 2^{ème} classe et pourra donner lieu à la mise en fourrière du véhicule si son propriétaire ou son conducteur est absent ou s'il refuse de faire cesser le stationnement gênant.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : La signalisation sera mise en place par la Direction des Services Techniques, chargée des travaux.

ARTICLE 5 : L'affichage du présent arrêté sera effectué par la Direction des Services Techniques.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun dont le délai de recours est de deux mois à compter de son affichage.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Commissaire de police de Choisy-le-Roi, à la Direction des Services Techniques, qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Orly, le - 2 OCT. 2023

« Pour la Maire et par délégation »
Directeur du Pôle technique et environnement
Bouyria HASKA

Imène SOUID



Maire d'Orly

Conseillère départementale du Val-de-Marne

Copies à :

- Messieurs les Commandants des casernes de Pompiers de Rungis et Choisy-le-Roi
- Société OTUS et NICOLLIN
- Etablissement Public Territorial (EPT12)
- Direction Démocratie et Vie Locale
- Direction Hygiène, Développement Durable
- Direction Cadre de Vie et ASVP
- Direction de la Communication, des Relations publiques et du Protocole.